

EXPRESSIONS

GAUCHE CITOYENNE (Majorité municipale)

8 MARS 2018

Il y a 100 ans, c'était l'armistice de la grande guerre, mais aussi la victoire des femmes françaises. Pourtant ce sont les hommes qui ont combattu, qui sont morts dans les tranchées. Après la déclaration de la guerre, les femmes voient les hommes de la famille partir au front et s'aperçoivent qu'ils ne vont pas revenir tout de suite. Il faut donc faire face, non seulement à la sauvegarde de l'économie du pays mais aussi continuer à vivre. Dans les campagnes et dans les villes, les femmes s'attèlent aux travaux agricoles et doivent pallier aux manques de main d'œuvre et ce dans de nombreux secteurs d'activités y compris comme infirmières sur le front. Les femmes, en occupant des emplois réputés masculins, s'éloignent des stéréotypes du sexe faible. Même si la fin de la guerre s'est accompagnée pour beaucoup d'entre elles du retour au foyer, et pour certaines en tant que veuves, elles ont accompli pendant 4 ans leur devoir de citoyennes, sans en avoir obtenu les droits. Malgré cela, les femmes de 1918 ne sont plus les mêmes. Le regard sur elles a changé, mais il faudra quand même attendre 1945 pour qu'elles puissent avoir le droit de voter. Leur combat pour leur émancipation et l'égalité des droits est toujours d'actualité, dans le monde du travail, de la politique...

La pièce de théâtre que nous vous proposons au Centre culturel le 8 mars, relate un autre combat exemplaire, en 2010, de femmes ouvrières s'opposant à la fermeture de l'entreprise de sous-vêtements Lejaby. Grèves, occupations des locaux, elles ne voulaient pas voir disparaître leur savoir-faire. Une lutte qui porta ses fruits en 2012.

Monique Kucinski.

ÉLUS SOCIALISTES (Majorité municipale)

LA VIDÉOSURVEILLANCE À ORLY
EST ARRIVÉE !

Lors de la campagne électorale des dernières élections municipales, nous vous avons affirmé que la sécurité était un enjeu majeur pour notre liste. La sécurité est un problème multidimensionnel : social, économique, urbanistique, éducatif et répressif. La question de l'insécurité ou bien de la lutte contre les comportements qui amplifient son sentiment a été traitée par la ville dans sa dimension économique et sociale. La ville ne manque pas de structures pour permettre l'insertion professionnelle et l'épanouissement de chacun. Depuis plus de 14 ans, la ville s'est engagée dans une vaste restructuration urbaine.

La vidéo-surveillance est un outil qui peut pallier aux difficultés pour appréhender certaines formes d'incivilités (dépôts d'ordures sauvages, deux roues pétaradants, ...). Elle peut être aussi précieuse pour élucider des accidents de la route et favoriser les enquêtes de police.

Cet instrument est soumis à une réglementation stricte. Seuls les fonctionnaires habilités (employés municipaux ou de la police nationale) peuvent accéder aux enregistrements. Le coût de cet outil est pour la ville raisonnable. Nous attendons de cet outil une aide pour dissuader les mauvais comportements ou pour élucider des actes reprochables.

Maribel Aviles Corona, Dahmane Bessami, Stéphanie Barré, Sana El Amrani, Thierry Atlan.

COMMUNISTES ET PARTENAIRES (Majorité municipale)

SUPPRIMER LE DÉPARTEMENT ?
ON DIT NON !

Un rapport du Préfet de Région remis au chef de l'Etat préconise la disparition de 3 départements : ceux du Val de Marne, de la Seine Saint Denis et des Hauts de Seine. C'est une contribution politico-technocratique à la réforme territoriale de la Métropole du Grand Paris qui vise le service public de proximité.

Un refus unanime de tous les présidents s'est exprimé sur les conclusions de ce rapport. Ils sont rejoints par la très grande majorité des Maires.

Cela fait plusieurs mois que les sept Présidents des Départements de l'Île de France demandent à être reçus par le Président de la République Emmanuel Macron. Après quelques contorsions, des dates de rencontres ont été arrêtées. Et à ce jour, elles ont toutes été reportées. Cette façon de procéder est totalement anti-démocratique. Si les élus n'ont pas été consultés, entendus, les Val de Marnais, les Orlysiens, comme les autres Franciliens, ne l'ont pas été non plus. C'est inadmissible !

Cette décision serait lourde de conséquences sur le quotidien de centaines de milliers de Val de Marnais, car c'est l'ensemble des services publics départementaux qui sont menacés ; les 70 crèches départementales, le remboursement à 50 % de la carte Imagine 'R, la carte Améthyste, Ordival, le MAC/VAL... Toutes ces politiques publiques pourraient disparaître.

Le 7 février dernier, les élus de la majorité, rassemblés avec Christine Janodet, ont participé avec les 8 000 agents départementaux à un grand rassemblement pour dire Non à la suppression du Département.

Nathalie Besniet, Karine Bettayeb, Geneviève Bonnisseau, Roselyne Charles-Elie-Nelson, Christian de Barros, Alain Girard, Marilyne Herlin, Pierre Stouvenel

AGIR POUR ORLY (Opposition municipale)

UNE OPPOSITION MUNICIPALE POUR PROTÉGER ET PROGRESSER

PROTÉGER en évitant que la majorité municipale n'ait la tentation de mener une politique portant atteinte aux droits et libertés. Pour cela, l'opposition dispose en principe de l'ensemble des informations ayant trait aux affaires de notre commune. Nous disons « en principe » parce qu'en quatre années de pouvoir, la municipalité n'a pas toujours observé cette obligation. En effet, à plusieurs reprises des informations ne nous ont pas été communiquées en temps et en heure. Quelques exemples pris dans une forêt de dysfonctionnements :

- bilan de « l'ANRU 1 » présenté en conseil sans que nous n'ayons reçu les documents en amont ;
- mise en place du guichet unique sans concertation préalable ;
- demande de validation de conventions non renseignées et non signées ;
- recrutement d'un nouveau directeur de la communication alors que le rapport validant l'ouverture de ce poste n'intervient qu'un mois plus tard au conseil municipal !

Nous ne cessons de dénoncer ces pratiques non conformes à l'éthique et au droit. Parce qu'au-delà de ces exemples, c'est toute une mécanique qui s'est mise en place insidieusement au sein de notre ville. Le personnel communal ainsi que les élus de la majorité sont bâillonnés !

PROGRESSER par la proposition de solutions alternatives aux stratégies mises en place. La première, parce que nous lui consacrons en moyenne 32 millions d'euros par an, soit 60 % de notre budget de fonctionnement, concerne le management du personnel communal. Nous le clamons haut et fort depuis le début du mandat : sans implication du personnel communal, aucune des grandes ambitions affichées par la majorité ne sera atteinte. Et ce ne sont pas les photos dans le journal communal et autres sourires livrés généreusement à l'occasion de grands-messes qui transformeront cette réalité.

Brahim Messaci, Lyonel Cros, Claude Sancho.

UNE NOUVELLE ÈRE POUR ORLY (Opposition municipale)

Texte non parvenu.